



PLATEFORME Débats politiques, économiques, culturels, sociaux: de ses studios de Kinshasa, Radio Okapi donne une place à la diversité d'opinion du Congo.

## L'OKAPI QUI GALOPE VERS LA DÉMOCRATIE

**MÉDIAS.** Créée par la fondation suisse Hironnelle et l'ONU, Radio Okapi est un ingrédient essentiel du bon déroulement des élections congolaises qui se tiennent en novembre.

LINDA BOURGET KINSHASA

Les escarpins noirs de Suzanne Nzobo s'enfoncent dans le sable mou du complexe scolaire Tobongisa, à l'ouest de Kinshasa. Sur le palier d'un pavillon déginglé, deux femmes laissent filer les heures, assises dans des chaises de plastique blanc. D'autres scrutent les feuilles placardées au mur du baraquement: y figurent les noms de ceux qui, dans le

quartier, ont déjà reçu leur carte d'électeur en vue de la présidentielle et des législatives congolaises du 28 novembre. «Je suis journaliste à Radio Okapi. Je viens voir ce qui se passe avec le centre d'enrôlement. On m'a dit que le personnel était en grève», lance la jeune Suzanne Nzobo, moulée dans sa jupe et son gilet citron. L'un des employés du site confirme: le centre chargé d'enregistrer les électeurs est au point mort. Il

pousse la porte du pavillon pour aller farfouiller dans des documents. Son visage moite luit dans la lumière grise qui se faufile à travers les carreaux brisés. L'homme cherche son contrat de travail, pour lui prouver que celui-ci n'est pas respecté: les employés chargés d'enrôler les électeurs devraient être payés 300 dollars (270 francs) par mois, mais ils travaillent depuis huit semaines et n'ont pas vu la couleur d'un billet. «Il nous faut

nourrir nos familles», défend-il au micro de la Congolaise aux boucles épaisses.

«Partenaire essentiel». La veille déjà, le centre n'avait pas enregistré le moindre citoyen, en raison d'une pénurie de cartes d'électeurs. Un couac parmi tant d'autres dans la constitution du fichier électoral qui doit être bouclée dix jours plus tard – nous sommes alors fin juin. Suzanne Nzobo a l'habitude: les soubresauts du processus électoral sont le pain quotidien d'une grande partie des 157 journalistes de sa radio depuis des mois. Et ils le resteront jusqu'au 28 novembre au moins. Le pays n'a connu ses premières élections libres qu'en 2006, la démocratie reste balbutiante. Alors, à la veille du scrutin, Radio Okapi affronte, l'une après l'autre, les étapes du sinuex processus. Parce que, de

par sa vocation de «radio de la paix», elle joue un rôle essentiel dans l'information et le débat nécessaires à la bonne tenue de la course aux urnes. Jour après jour, elle se doit d'expliquer aux auditeurs leurs droits civiques et le fonctionnement du vote. Elle doit exposer les étapes de l'adoption et de la promulgation de la loi électorale, discuter le calendrier retenu par la CENI (Commission électorale nationale indépendante). Faire exister le débat entre la majorité du président Joseph Kabila Kabange et l'opposition multi-

forme. Tout comme elle se doit de montrer les couacs: personnes enregistrées plusieurs fois, mineurs obtenant des cartes d'électeurs, arrêt de travail dans un centre d'enrôlement pour cause de salaires impayés. Si elle n'en parle pas, personne ne le fera. Porte-parole de la CENI, Jean-Baptiste Itipo le reconnaît: «Okapi est un partenaire essentiel pour la diffusion des informations sur le processus électoral.»

**Quatorze millions d'auditeurs.** Dans le sable de Tobongisa, Suzanne Nzobo ne demandera pas le nom de son interlocuteur. «Nous évitons d'exposer les personnes parce qu'elles parlent sans réaliser que leur supérieur pourrait les sanctionner. Un chef de centre a récemment été renvoyé parce qu'il avait fait part de revendications à l'antenne», argumente-t-elle en s'engouffrant dans le 4x4 avec chauffeur qui la ramène vers la rédaction. La pénurie de transports publics et l'insécurité font qu'elle et ses collègues descendent sur le terrain à bord des véhicules fournis par les Nations Unies et la fondation suisse Hironnelle (*lire en page 36*). Les deux organisations ont créé la radio en 2002 et continuent de la financer et de l'encadrer.



TERRAIN Source première de l'information libre au Congo, Radio Okapi envoie ses journalistes sur le terrain pour vérifier tout ce qu'elle diffuse.

Le quartier général et les studios du premier média de République démocratique du Congo (RDC) se cachent derrière les barbelés de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC, la Monusco, dans le quartier privilégié de la Gombe. Les journalistes y côtoient les casques bleus canadiens, bangladais ou chinois postés dans ce pays encore sujet aux épisodes violents – à l'est en particulier – au sortir de trente-deux ans de dictature mobutiste, ponctuée par deux guerres et des pillages ravageurs.

**«ICI, ON PEUT FAIRE ABATTRE UN JOURNALISTE POUR 100 DOLLARS EN TOUTE IMPUNITÉ.»**

Donat M'Baya Tshimanga

La porte en verre teinté de la rédaction grince à longueur de journée au fil des allées et venues des journalistes et de leurs invités. Toutes les figures importantes du pays répondent aux questions d'Okapi. Parce que, avec ses 14 millions d'auditeurs quotidiens, la chaîne est le vecteur qui permet d'atteindre le plus de citoyens. En termes techniques, elle est le seul canal à même de couvrir l'immensité de la RDC (quatre fois la France).

En termes de contenu, elle n'a rien à voir avec le reste du paysage médiatique congolais – excessivement riche et pauvre à la fois. Riche, parce que ce territoire de 70 millions d'habitants compte à peu près 400 stations de radios tandis que sa seule capitale abrite une cinquantaine de télévisions. Pauvre, parce que le contexte économique-politique interdit largement l'information libre. Faute de moyens, la plupart des médias sont inféodés à ceux qui les font vivre. Souvent des hommes politiques ou des Eglises de

réveil souhaitant disposer de leur propre canal. Parfois des groupes de presse qui n'ont pas les moyens de résister aux sanctions

que peuvent infliger des représentants du pouvoir contrariés (par exemple via des «rattrapages» fiscaux ou la destruction de l'appareil de production). La pratique dite du «coupage» s'est par ailleurs imposée comme modèle économique. Les journalistes n'étant que peu ou pas payés, ceux qui souhaitent apparaître dans les médias (politiciens, entrepreneurs, associations, etc.) leur glissent quelques dollars en échange d'un sujet –

évidemment flatteur – sur leurs actions. En dehors d'Okapi (dont les journalistes sont rémunérés 1000 dollars par mois), qui peut se permettre, dans cette économie laminée, de suffisamment payer ses employés pour qu'ils résistent à cette corruption?

**Deux morts depuis 2007.** Certaines pressions sont autrement plus brutales: neuf journalistes ont été abattus en RDC depuis 2005, selon l'organisation non gouvernementale Journaliste en danger, basée à Kinshasa. «Ici, on peut faire abattre un journaliste pour 100 dollars, en toute impunité», dénonce son président Donat M'Baya Tshimanga. Léonard Mulamba en sait quelque chose: le rédacteur en chef d'Okapi a perdu deux de ses reporters, en 2007 et 2009, à Bukavu, dans le Sud-Kivu. La liberté d'expression n'est de loin pas acquise. Pourtant, celui que son équipe appelle «Papa Léo» reste persuadé que produire un travail irréprochable permet au moins de minimiser les risques. «Sur notre antenne, les journalistes ont l'interdiction de diffuser leurs commentaires ou leurs opinions, nous ne donnons que des faits. La meilleure sécurité est de travailler dans l'équité.» Les questions orientées sont bannies, la polémique aussi. La gestion du temps de parole dans les débats est quasi scientifique. Mais les remparts déontologiques ne suffisent pas toujours. En Ituri, dans lequel un énième conflit a éclaté en 1999, il a fallu renouveler l'équipe de sept reporters toutes les trois semaines pendant trois ans. «La situation était extrêmement dangereuse, ce tournus était une nécessité afin de ne pas trop exposer les journalistes», observe le rédacteur en chef. Sans surprise, la période électorale est particulièrement tendue. Alors Okapi se dote d'une charte pour la couverture des élec- >>>

>>> tions, afin que celle-ci soit irréprochable. «Nous devons définir quelles émissions parleront des élections et comment. Nous devons aussi sélectionner les candidats et les partis dont nous parlerons. Le pays compte 300 ou 400 partis, mais certains ne sont qu'alimentaires, comme on dit ici. Ils sont constitués de trois ou quatre personnes qui se mettent dans le système parce qu'elles savent que cela leur permettra d'empocher un peu d'argent», raconte Léonard Mulamba.

Et puis, il faudra se tenir prêt, au cas où les élections ne se passeraient pas comme espéré. Ou si elles étaient repoussées. Au sein de la radio, certains jugent le calendrier trop serré. Une question qui s'invite régulièrement en séance de rédaction, au milieu des propositions de sujets sur la justice populaire, le choléra, la fête de la musique, les attaques du train urbain...

**Rêve cathodique.** Ces séances, Stéphane Mukendi les regrettera. Après huit ans de terrain, le journaliste a décidé de quitter la radio au profit d'un projet de coopération britannique. Alors le dernier jour de son travail, assis au fond du très feutré salon Congo du Grand Hôtel Kinshasa dans le cadre de son ultime reportage, l'homme aux cheveux poivre et sel s'avoue «très émotionné». D'autant qu'il s'en va juste avant les élections et que celles de 2006 furent le moment le plus intense de sa carrière.

«C'était vraiment fort. Nous étions les premiers à connaître les résultats, à pouvoir les annoncer aux Congolais. Tout le monde nous écoutait. Et nous vivions un moment historique.» L'histoire ne s'arrêtera sans doute pas là. Stéphane Mukendi s'en va avec un gros rêve dans la tête: celui de créer, un jour, le pendant d'Okapi version télévision. ◊

## LE PLUS GROS BÉBÉ D'HIRONDELLE

**ORIGINE SUISSE.** Depuis 1995, la Fondation Hironnelle met sur pied, puis conduit des radios dans des régions en crise.

**A**vec son staff de 217 personnes et ses 16 bureaux à travers le Congo, Okapi est le plus grand projet de la Fondation Hironnelle, basée à Lausanne. Créée en 1995 par les journalistes suisses Philippe Dahinden, François Gross et Jean-Marie Etter (tous issus de la SSR), celle-ci a depuis piloté neuf projets de radios et une agence de presse dans des régions de crise (Rwanda, Libéria, Kosovo, République centrafricaine, Timor oriental, RDC, Soudan, Sierra Leone, Népal). «La taille du projet Okapi est à l'échelle de cet immense pays», commente Jean-Marie Etter, directeur de la fondation.

En 2011, Okapi pèse ainsi 3,6 millions de francs dans le budget d'Hironnelle, soit 42% de son enveloppe totale. Des montants financés par des donateurs essentiellement issus de la coopération internationale (Royaume-Uni, Suède, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Allemagne, Etats-Unis). Le reste des frais est pris en charge par l'ONU.

«Il est difficile de donner des chiffres exacts pour les Nations Unies, puisque la radio utilise beaucoup d'infrastructures dont elles ont de toute façon besoin, telles que les véhicules, les avions, le système satellitaire», indique Nicolas Boissez, chargé du projet Okapi basé à Lausanne. Le budget total de la radio est toutefois estimé à 13 millions de dollars (11,7 millions de francs) par an, indique Amadou Ba, chef de l'antenne employé par l'ONU.



**DIRECTION** Cofondateur d'Hironnelle, Jean-Marie Etter dirige la fondation qui a piloté neuf projets de radios et une agence de presse à travers le monde.

La Fondation Hironnelle et les Nations Unies ont récemment signé un nouvel accord-cadre régissant leurs relations. Celui-ci confirme le modèle de double commande avec lequel les deux institutions pilotent Okapi. Ainsi l'adjoint d'Amadou Ba, Bernard Conchon, est-il employé par Hironnelle. Les deux hommes ne sont pas Congolais mais le reste du personnel déployé en RDC est recruté localement.

**Réputation et sécurité.** Si l'ONU apporte logistique, moyens, réputation et sécurité, Hironnelle apporte son expérience des médias en zone de conflit, ses compétences journalistiques, sa flexibilité. «L'administration des Nations Unies est relativement lourde et, par définition, une radio a besoin de souplesse à certains moments, par exemple pour recruter des pigistes ou investir dans

certains moyens techniques», illustre Nicolas Boissez.

**Plancher sur l'avenir.** Le modèle a fait ses preuves. En 2010, Radio Okapi a reçu le prestigieux prix de journalisme international Free Media Pioneer Award, qui trône aujourd'hui sur le bureau encombré d'Amadou Ba, à Kinshasa. Mais déjà, du côté d'Hironnelle, les responsables planchent sur la pérennisation du projet, pour le jour où l'ONU finira par se retirer de la RDC. Notamment à travers le développement de partenariats avec une cinquantaine de petites radios, qui pourraient peut-être devenir clientes ou prestataires d'Okapi. Même si «fonctionner depuis près de dix ans, dans un pays comme la RDC où rien ne marche et où les projets ne durent souvent que six ou douze mois, constitue déjà une grande victoire», conclut Nicolas Boissez. ◊ **LB**